



KPMG Entreprises
Grenoble/Dauphiné
51 chemin de la Taillat
38244 Meylan Cedex
France

Téléphone : +33 (0)4 76 90 80 80
Télécopie : +33 (0)4 76 41 10 76
Site internet : www.kpmg.fr

Association des familles, O.G.E.C.
de l'Externat Notre Dame
Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021
Association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame
43 avenue Marcelin Berthelot- 38100 Grenoble
Ce rapport contient 19 pages
Référence : E1-1-1



KPMG Entreprises
Grenoble/Dauphiné
51 chemin de la Taillat
38244 Meylan Cedex
France

Téléphone : +33 (0)4 76 90 80 80
Télécopie : +33 (0)4 76 41 10 76
Site internet : www.kpmg.fr

Association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame

Siège social : 43 avenue Marcelin Berthelot- 38100 Grenoble

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021

A l'assemblée générale de l'association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changements comptables » des « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, les notes « Changements comptables » des « Principes, règles et méthodes comptables », « Fonds propres » des « Notes sur le bilan » exposent le changement de méthode comptable résultant de l'application du nouveau règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre entité, nous avons vérifié la correcte application des changements de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes

annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Meylan, le 15 novembre 2021

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.

 Signature numérique
de Jean-Marc
Baumann
Date : 2021.11.15
11:58:17 +01'00'

Jean-Marc Baumann
Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/08/2021 12			Exercice N-1 31/08/2020 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	42 360	30 729	11 632	5 396	6 235	115.55
	Autres immobilisations incorporelles	20 496	651	19 845		19 845	
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	11 260 955	4 341 387	6 919 568	7 431 082	-511 514	-6.88
	Installations techniques Matériel et outillage	5 700 873	3 446 540	2 254 333	1 964 404	289 930	14.76
	Autres immobilisations corporelles	103 362	77 342	26 019	21 520	4 500	20.91
	Immobilisations corporelles en cours	26 820		26 820		26 820	
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières						
	Participations et Créances rattachées	159 985		159 985	158 460	1 525	0.96
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	52 060		52 060	52 060		
	Autres	3 811		3 811	3 811		
	Total I	17 370 722	7 896 649	9 474 073	9 636 732	-162 660	-1.69
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Avances et acomptes versés sur commandes	28 323		28 323	28 807	-483	28 807
	Créances						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 388	4 380	2 009	1 119	889	79.46
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	276 416		276 416	182 943	93 473	51.09
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	2 294 613		2 294 613	2 461 465	-166 851	-6.78
	Charges constatées d'avance	58 608		58 608	61 879	-3 271	-5.29
	Total II	2 664 349	4 380	2 659 969	2 736 213	-76 243	-2.79
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	20 035 071	7 901 029	12 134 042	12 372 945	-238 903	-1.93

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/08/2021 12	Exercice N-1 31/08/2020 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires		4 033 302	-4 033 302	-100.00
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires		3 902 674	-3 902 674	-100.00
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	8 368 308	899 885	7 468 424	829.93
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-128 234	-29 034	-99 200	-341.67
	Situation nette (sous total)	8 240 075	8 806 827	-566 753	-6.44
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	497 635	2 035	495 600	NS
	Provisions réglementées				
	Droits du concédant				
	Total I	8 737 710	8 808 862	-71 153	-0.81
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges	68 100	60 100	8 000	13.31
	Total III	68 100	60 100	8 000	13.31
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 392 591	2 662 778	-270 188	-10.15
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Avances et acomptes reçus	139 387	143 820	-4 433	-3.08
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	142 676	110 653	32 023	28.94
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	65 358	59 732	5 627	9.42
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	314 441	258 265	56 176	21.75
	Autres dettes	135 758	126 699	9 058	7.15
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	138 022	142 036	-4 013	-2.83
	Total IV	3 328 233	3 503 983	-175 750	-5.02
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	12 134 042	12 372 945	-238 903	-1.93

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/08/2021	12	31/08/2020	12	Euros	%
Produits d'exploitation						
Cotisations	104 455				104 455	
Ventes de biens et services	2 041 740		3 242 078		-1 200 337	-37.02
Ventes de biens						
dont ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	2 041 740		3 242 078		-1 200 337	-37.02
dont parrainages						
Production stockée						
Production immobilisée						
Produits de tiers financeurs	1 238 898		124 446		1 114 452	895.53
Concours publics et subventions d'exploitation	1 236 779		11 105		1 225 674	NS
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières	2 119		113 341		-111 222	-98.13
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 586		40 158		-38 572	-96.05
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	17 867		28 424		-10 557	-37.14
Total I	3 404 546		3 435 106		-30 559	-0.89
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises	4 963		60 952		-55 989	-91.86
Variation de stock	15 357		12 922		2 435	18.84
Autres achats et charges externes	1 646 657		1 485 588		161 069	10.84
Aides financières	2 344		2 315		29	1.25
Impôts, taxes et versements assimilés	121 741		114 496		7 246	6.33
Salaires et traitements	633 640		621 382		12 258	1.97
Charges sociales	218 932		217 926		1 007	0.46
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	969 131		908 083		61 048	6.72
Dotations aux provisions	9 254		6 144		3 110	50.62
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	3 583		4 558		-975	-21.39
Total II	3 625 602		3 434 366		191 236	5.57
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	-221 056		740		-221 795	NS

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/08/2021	Exercice N-1 31/08/2020	Ecart N / N-1	
	12	12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	19	37	-19	-50.44
Autres intérêts et produits assimilés	4 604	4 285	319	7.44
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	4 623	4 323	300	6.94
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	40 850	44 889	-4 039	-9.00
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	40 850	44 889	-4 039	-9.00
2. Résultat financier (III-IV)	-36 227	-40 567	4 340	10.70
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	-257 283	-39 827	-217 456	-546.00
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	12 058	13 123	-1 065	-8.11
Sur opérations en capital	117 843	236	117 607	NS
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		1 184	-1 184	-100.00
Total V	129 901	14 542	115 359	793.27
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		2 860	-2 860	-100.00
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI		2 860	-2 860	-100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	129 901	11 682	118 219	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	852	889	-37	-4.16
Total des produits (I+III+V)	3 539 070	3 453 970	85 100	2.46
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 667 304	3 483 005	184 299	5.29
5. EXCEDENT OU DEFICIT	-128 234	-29 034	-99 200	-341.67

COMPTE DE RESULTAT - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

	Exercice N 31/08/2021 12	Exercice N-1 31/08/2020 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	725 086	699 235	25 851	3.70
Bénévolat	1 587		1 587	
TOTAL	726 673	699 235	27 438	3.92
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	725 086	699 235	25 851	3.70
Prestations en nature				
Personnel bénévole	1 587		1 587	
TOTAL	726 673	699 235	27 438	3.92

Bilan au 31 août 2021 ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

Identification de l'OGEC

L'association des familles OGEC de l'Externat Notre Dame est basée au 43 avenue Marcelin Berthelot. Elle comprend un seul site sur lequel sont accueillis dans différents bâtiments, les élèves de la petite section à la terminale.

L'ensemble scolaire a été fondée en 1871 à Grenoble, rue Pierre Duclot, au centre de la ville ancienne ; le chanoine Angles d'Auriac fût à l'initiative de la construction du nouvel Externat Notre Dame au 43 avenue Marcelin Berthelot à Grenoble à la fin des années 1960. C'est également lui qui signera avec l'état en 1961 le contrat d'association pour le Secondaire et le contrat simple pour le Primaire.

Le bâtiment de l'école permet d'accueillir 4 classes de maternelle [102 élèves] au rez-de-chaussée et 10 classes d'élémentaire [265 élèves] au 1er étage. Le bâtiment du secondaire permet d'accueillir 20 classes de collège [606 élèves] et 11 classes de lycée général [371 élèves]. Un camion école permet également d'assurer la scolarité d'élèves [32 élèves] en se rendant sur différents terrains occupés par les gens du voyage. L'ensemble scolaire compte donc 1 376 élèves.

Le site est la propriété de l'association immobilière de l'Externat Notre Dame, liée à l'OGEC via un prêt à usage signé le 01.06.2015. Les bâtiments ont une surface totale de 14 000 m²

Le directeur du secondaire est également coordinateur de l'ensemble scolaire.

L'établissement propose les activités annexes suivantes : restauration scolaire pour tous les niveaux, un dispositif global d'aide aux devoirs pour les collégiens et lycéens (méthodologie, aide aux devoirs, étude surveillée) impliquant enseignants et personnels OGEC, une garderie pour les élèves de maternelle et d'élémentaire.

Faits marquants de l'exercice

Banque

Aucun nouveau prêt n'a été souscrit pendant l'exercice

Familles

Pas de modification du mode de facturation aux familles.

Social

Pas d'élément spécifique sur cet exercice.

Immobilier

Conformément à la décision prise durant l'exercice 2019 – 2020, l'ancien logement du Père Touchon (studio attenant au gymnase Chanou) est occupé par un apprenti, en contrat sur notre site avec la société Sodexo, pour la durée de son apprentissage.

La visite de la commission de sécurité pilotée par les pompiers a été réalisée durant cet exercice 2020 – 2021. Les autorisations d'utilisation des locaux ont été renouvelées et les remarques émises par la commission font l'objet d'un plan d'action.

Le conseil d'administration a validé le 23.02.2021 la construction d'un bâtiment de type pré fabriqué dans l'angle sud-est de la propriété. Il comportera une grande salle multimodale (garderie proche du portail d'arrivée des familles, grande salle de réunion, salle d'activité sportive) ainsi que des vestiaires. L'autorisation de l'association propriétaire a été obtenue préalablement le 26.01.2021. Les études techniques, le dépôt de permis de construire et la construction sont programmés sur 2021 – 2022 pour une mise en service à la rentrée 2022.

Comptabilité

Mise en place du plan comptable 2020 au 1^{er} septembre 2020. Voir paragraphe spécifique ci-dessous.

Les reclassements effectués, en particulier dans les produits, et la dotation au compte de résultat des quotes-parts de subventions d'investissements complexifient la comparaison avec les exercices précédents.

Crise sanitaire

Pendant la durée du troisième confinement (05.04.2021 – 02.05.2021), selon les directives du collège employeur, les salariés ont touché leur salaire à taux plein. Compte tenu du fait que les salaires sont en partie financés par les forfaits et que ceux-ci n'ont pas été impactés par le confinement, nous n'avons pas fait appel aux fonds gouvernementaux liés au travail partiel.

Pendant toute la durée de l'exercice 2020 – 2021, l'OGEC a fait face à des frais supplémentaires de nettoyage (augmentation de la fréquence des passages) et de restauration (plus de personnel d'accueil et de service), mais également à des achats spécifiques (masques, gel et solution hydroalcoolique).

La spécificité de la situation de cet exercice et du précédent (déjà impacté par la crise sanitaire avec un confinement plus long et un déconfinement partiel) rend complexe la comparaison des dépenses et recettes de cet exercice vis-à-vis du dernier exercice d'avant crise (2018-2019).

Ouverture de classe

Aucune durant cet exercice.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture ne nécessite d'écriture comptable complémentaire.

L'OGEC a contracté un nouvel emprunt auprès de la Caisse d'Epargne. Le contrat de prêt a été signé le 3 septembre 2021. Aucune écriture comptable relative à cet emprunt n'a été portée sur l'exercice 2020 – 2021.

Une convention de rupture conventionnelle a été signée avec une salariée le 16 septembre 2021 pour une fin de contrat au 31 octobre 2021. Les conditions de départ sont strictement celles prévues par la loi (0.25 mois de salaire par année d'ancienneté). Il n'y a pas lieu de faire une écriture particulière sur l'exercice clos au 31 août 2021.

Une quatrième classe de terminale a ouvert en septembre 2021 portant à 12 classes le lycée pour le prochain exercice.

Changement des conditions d'exploitation

Néant

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Durée et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er septembre 2020 au 31 août 2021.

Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31.08.2021 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la Nomenclature comptable de l'Enseignement catholique sous contrat avec l'Etat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Changements comptables

L'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2020 et clos le 31 août 2021 est caractérisé par la **première application** du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui succède au règlement CRC n°1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

La première application du règlement ANC n° 2018-06 constitue un **changement de méthode comptable**.

La présentation suivante du bilan et du compte de résultat a été retenue : les données 2019 – 2020 du bilan et du compte de résultat telles qu'elles ont été présentées et approuvées par l'assemblée générale, les données 2020 – 2021 selon le nouveau règlement.

III. NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Dépréciation d'éléments d'actifs

La provision pour créance douteuse :

- Avait pour valeur 3 715.96 € au 31.08.2020,
- A été reprise durant l'exercice à hauteur de 590.23 € : versement de familles pour 590.23 € et déclaration de somme irreouvrable pour 0.00 €,
- A été augmentée à hauteur de 1 254.10 € durant l'exercice suite à l'absence de règlements de famille,
- A pour valeur 4 379.83 € au 31.08.2021.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

L'établissement ne possède plus de sicav depuis le 23.08.2019.

Fonds propres

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste « Report à nouveau ».

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés. L'Ogec peut expliquer toute variation significative des postes composant les fonds propres.

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».

Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont ci-dessous. Ils comprennent :

- Un tableau de retraitement des subventions d'investissement (changement de méthode) ;
- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat), permettant un suivi par projet et par financeur.

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a nécessité un retraitement opéré de manière rétrospective sur les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables, qui figuraient à la clôture de l'exercice 2019/2020 dans les comptes 1026 ou 1036 et étaient présentées dans la rubrique « Fonds associatifs sans/avec droit de reprise » au passif du bilan.

Ce changement de méthode comptable a conduit à un reclassement de ces subventions en compte 13 formant la rubrique « Subventions d'investissement » au passif du bilan. Il y a donc une suppression de la notion de droits de reprise dans l'enregistrement des subventions d'investissements.

Les quotes-parts de ces subventions d'investissement qui auraient été virées au compte de résultat du ou des exercices antérieurs ont fait l'objet d'une comptabilisation en « Report à nouveau ».

Provision

Provisions pour risques et charges

Il n'y a aucune provision de ce type dans l'exercice arrêté au 31.08.2021.

Provision pour indemnités de départ à la retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés, pour l'octroi d'une indemnité de mise en retraite s'élève à 68 100 €.

Hypothèses retenues :

- Application de la convention collective EPNL
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux d'actualisation : 0,70 %
- Taux de progression des salaires : 1 %
- Turnover lent

Ce montant est entièrement comptabilisé en « Provision pour indemnités de départ en retraite autres personnels de droit privé ».

Fonds dédiés

Il n'y a aucun fond dédié dans l'exercice arrêté au 31.08.2021.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions.
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat (antérieurement classés en « ventes de prestations de services »).

Personnel

Evolution des effectifs du personnel

Année scolaire	Administratifs ¹	Personnel d'éducation ²	Total
2017 / 2018	10	20	30
2018 / 2019	11	20	31
2019 / 2020	10	20	30
2020 / 2021	10	22	32

Effectif moyen équivalent temps plein personnel OGEC

Année 2017 / 2018	25.16
Année 2018 / 2019	24.76
Année 2019 / 2020	23.95
Année 2020 / 2021	21.50

Rémunération des dirigeants

Précision : Dans la convention sur les droits et devoirs liés au mandat d'administrateur Ogec, il est indiqué que l'administrateur s'engage à exercer son activité de façon bénévole.

Au titre de l'exercice, l'Ogec a versé aux trois dirigeants possédant les plus hautes rémunérations les sommes brutes suivantes :

- Total des rémunérations brutes annuelles hors avantages en nature (a) : 150 804.04 €
- Total des avantages en nature bruts (b) : 2 781.65 €
- Total des rémunérations (a+b) : 153 585.69 €

¹ Y compris le directeur du secondaire, le directeur du primaire et l'infirmière

² Y compris les directeurs adjoints pédagogiques et le responsable de vie scolaire

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice sont de 18 521.22 € se décomposant ainsi :

- Honoraires relatifs à la certification des comptes : 17 801.22 € ;
- Honoraires liés à des attestations : 720.00 €

Charges et produits exceptionnels

Aucune valeur significative.

V. AUTRES INFORMATIONS

Contribution volontaire en nature

Bénévolat

L'engagement bénévole pour l'orientation (accueil des familles et des élèves), ainsi que l'engagement des administrateurs pour les réunions formelles (bureaux – conseils d'administration – assemblée générale) est valorisé dans les comptes à hauteur de 1 587 € au coût horaire de 10.71 € dans les comptes spéciaux (864 000 / 875 000). A noter que le bénévolat n'était pas valorisé dans les comptes au 31.08.2020.

Mise à disposition gratuite d'équipements sportifs

Les élèves de l'école bénéficient de la gratuité de l'utilisation de la piscine municipale de Grenoble. La valeur est enregistrée dans les comptes spéciaux (861 100 / 871 100) à hauteur de 851 €, tenant compte du nombre d'heures réelles d'utilisation et du tarif de mise à disposition tel qu'il est facturé aux collégiens et lycéens. A noter que la mise à disposition gratuite de ces équipements n'était pas valorisée dans les comptes au 31.08.2020.

Immobilisations grevées de droit – prêt à usage

L'Ogec dispose de locaux mis à sa disposition gratuitement dans le cadre d'un prêt à usage. Conformément à la note du CNC (Centre national de la comptabilité) du 13 mars 2007, cet avantage économique fait l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation dans les termes suivants :

Le prêt à usage signé pour une durée de 17 années à compter du 01.06.2015 permet à l'Ogec de disposer gratuitement de terrains représentant une surface de 2 hectares, 32 ares et 42 centiares. La valeur à neuf de cet ensemble immobilier est évaluée 650 000 €.

Le droit d'usage gratuit a été évalué à partir de cette estimation de valeur à neuf de 38 235 € par année de jouissance pour l'ensemble de la durée du prêt à usage, soit 17 années. La valeur totale de ce droit, soit 650 000 €, a fait l'objet d'un enregistrement à l'actif dans le compte « immobilisations grevées de droit » (compte 228 000) avec en contrepartie l'enregistrement pour un montant équivalent des droits des propriétaires dans les « autres fonds associatifs » (compte 229 100). Dans le cadre de la mise en place du plan comptable 2020, le montant non amorti depuis 2015 de cette valeur a fait l'objet d'une extourne.

L'amortissement du droit d'usage gratuit n'a pas d'incidence sur le résultat : la dotation aux amortissements est constatée dans le compte 861 100 (équivalent loyer) par la contrepartie d'un compte 871 100 (prestations gratuites des propriétaires).

Cas particulier de l'équivalent loyer

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août 2021 pour un montant de 686 000 € dans les comptes spéciaux (861 100) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (871 100).

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 5% à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 13 720 000 € en appliquant un coût moyen de construction de 1 526.14 € / m² à une surface de 8 990 m². Le taux de 5% couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût d'un emprunt.

Les surfaces de l'école, de la restauration et de l'extension lycée (construits et amortis par l'OGEC ne sont pas pris en compte dans la surface de 8 990 m²).

VI. PRECISIONS SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Retraitement des subventions d'investissement (changement de méthode)				31.08.2021	
	Ouverture 01.09.2020	Mouvement liés au reclassement	Nouvelle subvention	Subvention totalement amortie dans l'exercice	Cloture 31.08.2021
Financeur Etat					
102 610 - Subvention Etat sans droit de reprise	8 731,20 €	-8 731,20 €			0,00 €
103 610 - Subvention Etat avec droit de reprise	13 096,80 €	-13 096,80 €			0,00 €
131 100 - Subventions d'équipement Etat		21 828,00 €			21 828,00 €
110 000 - Report à nouveau (subventions amorties)	Note 1 : NP				Note 1 : NP
Financeur Région					
102 620 - Subvention Région sans droit de reprise	811 313,19 €	-811 313,19 €			0,00 €
103 620 - Subvention Région avec droit de reprise	99 049,87 €	-99 049,87 €			0,00 €
131 200 - Subventions d'équipement Région		241 590,25 €	42 694,00 €	-1 716,27 €	282 567,98 €
110 000 - Report à nouveau (subventions amorties)	Note 1 : NP	668 772,81 €			Note 1 : NP
Financeur Département					
102 630 - Subvention Département sans droit de reprise	2 004 760,77 €	-2 004 760,77 €			0,00 €
103 630 - Subvention Département avec droit de reprise	0,00 €				0,00 €
131 300 - Subventions d'équipement Département		648 299,85 €	0,00 €	-51 302,59 €	596 997,26 €
110 000 - Report à nouveau (subventions amorties)	Note 1 : NP	1 356 460,92 €			Note 1 : NP
Financeur Commune					
102 640 - Subvention Commune sans droit de reprise	45 734,71 €	-45 734,71 €			0,00 €
103 640 - Subvention Commune avec droit de reprise	0,00 €				0,00 €
131 400 - Subventions d'équipement Commune		0,00 €			0,00 €
110 000 - Report à nouveau (subventions amorties)	Note 1 : NP	45 734,71 €			Note 1 : NP
Autre financeur					
102 680 - Subvention Autre financeur sans droit de reprise	5 945,73 €	-5 945,73 €			0,00 €
103 680 - Subvention Autre financeur avec droit de reprise	0,00 €				0,00 €
131 800 - Subventions d'équipement Autres financeurs	6 143,11 €	0,00 €		-3 962,81 €	2 180,30 €
110 000 - Report à nouveau (subventions amorties)	Note 1 : NP	5 945,73 €			Note 1 : NP
Note 1 : NP (non pertinent)					
Le compte report à nouveau étant alimenté par d'autres sources que le reclassement de ces comptes là, le suivi de son montant en début et fin d'exercice n'est pas pertinent					

Suivi des subventions d'investissements par financeur						31.08.2021		
	Nominal	Montant déjà sorti (cpté 110)	Montant déjà amorti (cpté 139)	Reste à amortir au 01.09.2020	Dotation de l'exercice	Montants affectés à des travaux non réalisés (donc quote part non applicable)	Reste à amortir au 31.08.2021	Droit de reprise
	A	B	C	D = A - B - C	E	F	G = D - E	
Financier Etat								
Obtenue en 2016-2017 Projet : vidéo surveillance	21 828,00 €	0,00 €	12 266,84 €	9 561,16 €	4 365,64 €		5 195,52 €	60 mois à compter du 31.12.2017
TOTAUX	21 828,00 €	0,00 €	12 266,84 €	9 561,16 €	4 365,64 €		5 195,52 €	
Financier Région								
Obtenue en 2013-2014 Projet : rénovation lycée sécurité CDI + salle d'arts + portes coupe feu	10 436,05 €	0,00 €	7 834,65 €	2 601,40 €	1 304,56 €		1 296,84 €	96 mois à compter du 31.08.2014
Obtenue en 2015-2016 Projet : rénovation lycée 1° tranche ADAP	30 329,00 €	0,00 €	15 466,48 €	14 862,52 €	3 799,13 €		11 063,39 €	96 mois à compter du 31.08.2017
Obtenue en 2016-2017 Projet : rénovation lycée 2° tranche ADAP + installations sportives	11 079,11 €	0,00 €	4 595,71 €	6 483,40 €	1 490,38 €		4 993,02 €	96 mois à compter du 20.07.2017
Obtenue en 2016-2017 Projet : rénovation lycée sécurisation	5 793,15 €	0,00 €	2 650,57 €	3 142,58 €	855,32 €		2 287,26 €	96 mois à compter du 06.07.2017
Obtenue en 2016-2017 Projet : rénovation lycée vidéosurveillance	6 660,40 €	0,00 €	3 747,03 €	2 913,37 €	1 332,10 €		1 581,27 €	60 mois à compter du 31.12.2017
Obtenue en 2017-2018 Projet : rénovation lycée 3° tranche ADAP	23 239,41 €	0,00 €	5 892,44 €	17 346,97 €	2 905,02 €		14 441,95 €	96 mois à compter du 01.09.2018
Obtenue en 2018-2019 Projet : rénovation lycée conformité salles + bâtiment sportif	48 574,13 €	0,00 €	7 954,90 €	40 619,23 €	6 071,78 €		34 547,45 €	96 mois à compter du 01.09.2019
Obtenue en 2019-2020 Projet : manuels scolaires 2°-1°	62 316,00 €	0,00 €	12 463,20 €	49 852,80 €	12 463,20 €		37 389,60 €	Aucun
Obtenue en 2019-2020 Projet : rénovation lycée	43 163,00 €	0,00 €	248,47 €	42 914,53 €	2 596,42 €	14 941,73 €	40 318,11 €	Aucun
Obtenue en 2020-2021 Projet : manuels scolaires T°	34 156,00 €	0,00 €	0,00 €	34 156,00 €	6 831,21 €		27 324,79 €	Aucun
Obtenue en 2020-2021 Projet : rénovation lycée escalier sud + amphi 208	8 538,00 €	0,00 €	0,00 €	8 538,00 €	136,18 €	2 045,71 €	8 401,82 €	Aucun
TOTAUX	284 284,25 €	0,00 €	60 853,45 €	223 430,80 €	39 785,30 €		183 645,50 €	
Financier Département								
Obtenue en 2011-2012 Projet : rénovation collège 1° et 2° étage	76 710,00 €	0,00 €	59 223,42 €	17 486,58 €	7 671,00 €		9 815,58 €	Aucun
Obtenue en 2012-2013 Projet : rénovation collège 2 salles + informatique	74 976,00 €	22 115,72 €	41 009,24 €	11 851,04 €	6 221,40 €		5 629,64 €	Aucun
Obtenue en 2013-2014 Projet : rénovation collège salles CDI, arts, informatique, sport	78 049,34 €	12 015,37 €	49 566,88 €	16 467,09 €	8 254,30 €		8 212,79 €	Aucun
Obtenue en 2014-2015 Projet : rénovation collège informatique + électricité	34 491,50 €	21 549,28 €	8 228,06 €	4 714,16 €	1 617,81 €		3 096,35 €	Aucun
Obtenue en 2015-2016 Projet : rénovation collège informatique + sécurité	67 624,00 €	2 316,62 €	45 352,45 €	19 954,93 €	9 770,51 €		10 184,42 €	Aucun
Obtenue en 2016-2017 Projet : rénovation collège informatique + sécurité	72 165,00 €	0,00 €	32 634,94 €	39 530,06 €	10 673,44 €		28 856,62 €	Aucun
Obtenue en 2017-2018 Projet : rénovation collège labo physique + accès	65 055,00 €	0,00 €	16 238,21 €	48 816,79 €	8 131,94 €		40 684,85 €	Aucun
Obtenue en 2018-2019 Projet : rénovation collège gymnases + salle d'arts	104 996,00 €	0,00 €	14 922,48 €	90 073,52 €	13 124,54 €		76 948,98 €	Aucun
Obtenue en 2019-2020 Projet : rénovation collège sécurité et salles labos	132 230,00 €	0,00 €	673,32 €	131 556,68 €	7 790,75 €	46 645,56 €	123 765,93 €	Aucun
TOTAUX	648 299,85 €	267 849,00 €	380 450,85 €	73 255,69 €	307 195,16 €			
Financier Autre								
Obtenue en 2019-2020 Projet : aménagement d'un poste de travail (Agifiph)	2 180,30 €	0,00 €	145,35 €	2 034,95 €	436,08 €		1 598,87 €	Aucun
TOTAUX	2 180,30 €	145,35 €	2 034,95 €	436,08 €	1 598,87 €			